

*Affaires courantes***RAPPEL AU RÈGLEMENT**

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Je prends la parole pour répondre à la question soulevée par la députée de Mission—Colquitlam au sujet du financement du projet d'étude du Dr. Chan. J'ai été informé que le ministère avait rejeté la demande du Dr. Chan. La raison en est que son étude aurait duré d'un an et demi à deux ans et qu'il aurait fallu attendre tout ce temps avant d'obtenir des résultats définitifs, alors que le secrétariat américain aux produits alimentaires et pharmaceutiques, la FDA, a ordonné au fabricant de l'implant Meme de procéder à une étude complète et approfondie, semblable à celle que proposait le Dr. Chan. Ses résultats seront rendus publics bien avant ceux du projet d'étude.

D'après la question de la députée, je crois qu'il vaut mieux, pour les femmes et leur santé, attendre les résultats de l'étude américaine plutôt que mener une étude au Canada dont les résultats seront plus longs à venir. C'est la raison pour laquelle le ministère a rejeté le projet d'étude.

Mme Joy Langan (Mission—Coquitlam): Monsieur le Président, puis-je répondre aux observations du ministre. Je le remercie d'avoir fait des recherches et de m'en avoir communiqué les résultats.

Bien que j'apprécie le fait que nous comptions sur le secrétariat américain aux produits alimentaires et pharmaceutiques, il me semble que nous savons depuis belle lurette que l'implant Meme présente un risque et que ça fait déjà trop longtemps que nous nous contentons d'attendre la décision de la FDA. Je demande au ministre de bien vouloir reconsidérer la question et d'agir dans l'intérêt des Canadiennes.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

PROJET DE LOI C-35**RENOI AU COMITÉ**

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, il y a eu des discussions entre les partis et je suis persuadé que la Chambre est prête à accorder son consentement au sujet de la motion suivante:

Que l'ordre portant renvoi du projet de loi C-35 au comité législatif G soit révoqué et que ce projet de loi soit renvoyé au Comité permanent de la Justice et du Solliciteur général.

[Français]

M. Gagliano: Monsieur le Président, malheureusement, je n'ai pas eu de consultation avec mon collègue, le leader de l'Opposition officielle à la Chambre. Nous aimerions donc attendre un peu plus tard, après consultation, pour donner notre consentement.

[Traduction]

M. Cooper: Monsieur le Président, je ne m'attends pas à ce que le whip de l'opposition officielle me croie sur parole, mais nous pourrions nous entendre sous réserve qu'il signale aux services du greffier ou à la présidence qu'en fait, ces consultations ont bel et bien eu lieu, car c'est le cas.

[Français]

M. Gagliano: Monsieur le Président, on peut continuer le débat et je reviendrai plus tard après avoir consulté mon collègue.

Le président suppléant (M. DeBlois): Alors je constate qu'il n'y a pas, pour le moment, consentement unanime. J'invite donc les députés des deux côtés de la Chambre à se concerter pour faire évoluer la situation.

* * *

[Traduction]

PÉTITIONS**L'AGRICULTURE**

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, j'ai en main une pétition signée par un grand nombre de Canadiens qui sont insatisfaits de la politique du gouvernement en ce qui concerne l'aide apportée aux agriculteurs. Mon collègue, le très éminent député d'Algoma, a signalé aujourd'hui à la Chambre que le gouvernement n'apportait aux agriculteurs qu'un peu plus de la moitié de l'aide dont ils ont besoin. Mon collègue a, bien entendu, tout à fait raison, comme toujours.

À l'instar du député d'Algoma, les pétitionnaires considèrent que le revenu offert aux agriculteurs est tout à fait insuffisant et ils exhortent la Chambre à convaincre le gouvernement de consacrer davantage d'argent à l'agriculture.

LAÉRODROME DU PARC JASPER

M. Albert Cooper (Peace River): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de déposer au nom du très honorable député de Yellowhead une pétition concernant l'aérodrome de Jasper. Cette pétition renferme les signatures de centaines de personnes qui s'inquiètent vivement de la fermeture possible de l'aérodrome du parc Jasper.